

Le médicament n'est pas un bien marchand



SOMMAIRE

Dossier **4**

Le médicament **4**

Les luttes **8**

Les jeunes dans la CGT **13**

Il existe des milliers de preuves d'amour.
Un nouveau médicament en est une.



sanofi aventis

L'essentiel c'est la santé.

Pour plus d'informations sur notre Groupe pharmaceutique,
consultez notre site www.sanofi-aventis.com

Toucher à notre protection sociale, c'est toucher à notre vie et à notre famille

Syndiqué CGT, une pierre indispensable pour renforcer l'action syndicale et imposer d'autres choix.

En à peine 1 an, le nouveau pouvoir politique en place a mobilisé la majorité de la population contre lui et contre ses projets de recul de civilisation.

Pour autant, si ces sondages plombent la cote des gouvernants, cela ne les empêche en rien de continuer à s'attaquer aux plus faibles, aux plus fragiles de la population, les chômeurs, les familles avec les franchises médicales ; un gouvernement qui privilégie, protège les multinationales contre les marins pêcheurs, les petits commerces, au bénéfice de la grande distribution, des pétroliers...

La question posée à l'ensemble des salariés est : **comment changer les choses, comment gagner des garanties pour l'avenir qui est actuellement précarisé par ces politiques d'"apartheid social" ?**

Ces derniers mois ont été marqués par des mobilisations importantes, rassemblant des centaines de milliers de salariés. Il faut poursuivre encore plus fort pour imposer la satisfaction de nos revendications !

La CGT reste le syndicat dans lequel les salariés ont le plus confiance. Mais qu'est-ce que la force de la CGT si seuls ses militants agissent ?

Pour gagner l'intervention des salariés, il faut les convaincre que c'est ensemble par l'action que nous pourrions gagner plus de salaires, plus de protection sociale, plus d'emplois pour améliorer nos conditions de travail, notre santé et notre sécurité.

Chaque syndiqué CGT est appelé à participer à cette construction du rapport de forces indispensable pour peser sur les événements, dans l'atelier, dans le service, dans l'entreprise et sur le plan national.

Chaque syndiqué, par la proximité avec ses collègues de travail, est à même de débattre avec eux, de leur faire connaître les propositions de leur syndicat, de les convaincre de l'efficacité de l'action collective.

Comme l'histoire sociale l'a démontré, la force du peuple uni et rassemblé est un tsunami devant lequel aucun gouvernement ou patronat ne résiste.

Les salariés ont besoin d'une CGT forte tout comme la CGT a besoin des forces des salariés pour agir collectivement.

Les jeunes souffrent de l'exclusion et du chômage et il faudrait, selon le gouvernement, aggraver leur situation en allongeant la durée du travail ?

NON, il n'est pas question de laisser faire ! AGISSONS !

- Pour que le droit à la retraite à 60 ans demeure avec une pension de 75 % minimum du salaire sans allongement de durée de cotisations,
- Pour que les salariés ayant subi un travail pénible puissent bénéficier d'un droit à un départ anticipé à raison d'1 an pour 3 ans de travail pénible ;
- Pour que les richesses créées par le travail des salariés servent au développement des industries, des emplois et au progrès social.

Les 40 grands patrons des multinationales françaises se sont augmentés leurs rémunérations, comme Sarkozy, de + 60 % en 1 an.

Les patrons français sont, aujourd'hui, les plus payés en Europe.

Des milliards de profits sont distribués, chaque année, à une poignée de grands actionnaires, des moyens qui échappent au progrès social, aux salaires, à l'emploi et à la protection sociale.

L'urgence est à l'action collective !

Ouvrons les portes de l'avenir en gagnant l'intervention des salariés dans l'action autour de nos revendications et nos valeurs CGT !

n°472

VOIX DES INDUSTRIES CHIMIQUES

Case 429 - 93514 Montreuil cedex

Tél.: 01 48 18 80 36

Fax : 01 48 18 80 35

<http://www.fnic.cgt.fr>

E-mail) : fnic@cgt.fr

Directeur de la publication : J.-M. Petit

Commission paritaire n°0108S06355

Réalisation : Alliances - 01 41 98 37 97

ISSN = 0763-7497

Le médicament n'est pas un bien marchand

Si l'on prend les chiffres ci-contre tels qu'ils sont, on serait en droit de croire que notre protection sociale est en danger, que les mesures déjà prises par le gouvernement seront insuffisantes. C'est pourquoi ces chiffres nécessitent d'être mis en parallèle avec d'autres, à commencer par ceux du **manque à gagner de la sécurité sociale**.

- 7,8 milliards € de taxes sur le tabac.
- 3,5 milliards € de taxes sur les alcools.
- 1,6 milliard € de taxes sur les assurances accidents de la route.
- 1,2 milliard € sur les industries polluantes.
- 2 milliards € de TVA.
- 1,9 milliard € de retard de paiement de cotisations par les entreprises.

La Cour des Comptes a relevé un total de 20,1 milliards € de dettes de l'Etat à la sécurité sociale (*taxes sur tabac, alcools, TVA, ...*), plus du double du "déficit" prévu sur 2008.

On peut additionner à cela pour 2007 25 milliards € d'exonérations de cotisation sociale patronale et 15 milliards € de paquet fiscal pour les plus riches.

Cela portant en 2007 le montant cumulé des exonérations non compensées à 160 milliards.

Le médicament ne représente que 19 % des dépenses de santé aujourd'hui dans notre pays. Pourtant, le choix politique du déremboursement des médicaments génère de nouvelles inégalités entre ceux qui ont les moyens et les gens les moins aisés.

La Sécu en danger ?

Les dépenses de santé en France :

- 132 milliards € dépensés au titre du régime général.
- 20,3 milliards € de médicaments remboursés.
- 5,5 milliards d'actes médicaux et paramédicaux.
- 2,2 milliards de transports sanitaires.

Le soi-disant déficit de la sécurité sociale :

- 12 milliards à fin 2007.
- 9 prévus pour 2008.

Les franchises :

- 50 centimes sur chaque boîte de médicament.
- 50 centimes sur chaque acte paramédical.
- 1 € sur chaque visite médicale.
- 2 € par transport sanitaire.

Ce qui devrait donner environ 850 millions d'euros de rentrées

Les déremboursements :

Près de 2000 médicaments déremboursés (*tout ou partiellement*) depuis 2003.

Les personnes les plus impactées :

- 3 millions de chômeurs.
- 7 millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté.
- 610 000 personnes au minimum vieillesse.
- 1,3 million de personnes au RMI.
- 803 000 personnes bénéficiant de l'allocation adulte handicapé.

L'industrie pharmaceutique :

Le marché mondial du médicament représente plus de 600 milliards de dollars de chiffre d'affaires (*il n'était que de 200 en 90*). L'industrie française du médicament est la première européenne avec plus de 40 milliards d'euros. C'est aussi un secteur d'activité qui a un des taux de rentabilité les plus élevés avec

un retour sur investissement de 19 % en moyenne.

Dans les pays développés, les dépenses de médicaments augmentent en moyenne de 6 à 8 % par an. L'avidité pour cette manne financière entraîne des fusions, acquisitions, restructurations, laissant sur le carreau des milliers de salariés.

Les médicaments remboursés représentent plus de 44 % du chiffre d'affaires.

fares des industriels français. Leur prix est issu d'une négociation entre le CESP (*Comité Economique des Produits de Santé*) et les industriels.

Il est donc "encadré" de plus ou moins bonne façon. Le déremboursement des médicaments a lui, une incidence certaine sur l'augmentation des prix. Les industriels, pour compenser le manque à gagner du fait des déremboursements, augmentent les prix, que ce soit de ceux remboursés ou non, avec des hausses pouvant aller jusqu'à 400 % !

Pour peser dans les négociations sur les prix des médicaments, les industriels évoquent la nécessité d'investissements toujours croissants, la recherche et développement qui a des coûts de plus en plus élevés, etc. Alors que le but est bien l'argent.

Double impact donc du déremboursement qui, au final, sert plus l'intérêt de l'industrie pharmaceutique et ses actionnaires, que ceux de la sécurité sociale et la santé publique. Car, si ces médicaments sont déremboursés parce qu'ils n'ont pas prouvé leur efficacité, pourquoi ne pas simplement les retirer du marché ???

Les investissements pour la recherche représentent environ 60 milliards de dollars, à mettre en parallèle avec les budgets publicitaires et marketing des labos 3 à 4 fois supérieurs. La recherche est axée sur des traitements dont les marchés garantissent la rentabilité des laboratoires, ce qui n'est pas le cas des maladies "orphelines"

La santé doit-elle être sacrifiée à une logique financière qui ne répond qu'aux intérêts du capitalisme ?



ou des maladies infectieuses qui affectent les pays pauvres. On comprend mieux pourquoi la découverte de nouvelles molécules a quasiment été nulle ces 20 dernières années.

Les nouveaux médicaments mis sur le marché sont le plus souvent l'extension de traitements existants à d'autres pathologies, de nouveaux dosages ou de nouvelles présentations de molécules déjà utilisées. Avec l'aval des gouvernements, des domaines vitaux de recherche sont abandonnés.

1,8 milliard de personnes n'a pas accès aux traitements et soins dont elles ont besoin, 20 % de la population mondiale consomme 80 % des médicaments produits. La France compte pour l'instant parmi ces 20 % mais pour combien de temps encore, déjà, certains

malades dans les couches sociales les moins favorisées sont touchés. Des médicaments de contrefaçon voient le jour, là aussi, c'est une des conséquences des politiques menées.

La FNIC CGT dit non, des solutions existent, elles relèvent de choix politiques. La recherche et la production pharmaceutique doivent être mises sous contrôle public, impliquant tous les acteurs de la santé, mais aussi les usagers, les salariés, les chercheurs. Leurs décisions devront correspondre aux besoins des populations et ne pas se faire dans une dimension lucrative. Le médicament doit être considéré comme un bien public et être partie intégrante de la politique de santé publique.

La FNIC en région Paca

Cette nouvelle rubrique de "La Voix des Industries Chimiques" se veut l'écho des activités de la Fédération dans nos régions organisées.



Notre 37ème congrès l'a décidé : les régions doivent devenir ou redevenir, avec les branches professionnelles, le lieu privilégié de l'action fédérale.

L'union régionale Provence Alpes Cote d'Azur est, comme les autres unions régionales de la Fédération, un outil de décentralisation de l'activité fédérale.

Au fil des années, être au plus près géographiquement des syndicats s'est avéré être un élément déterminant pour s'opposer à la stratégie du capital.

L'organisation en région s'appuyant sur les pôles d'activités est la forme d'organisation de proximité la plus à même de répondre à cette attente. Mais pour cela, il est vital que les syndicats s'impliquent beaucoup plus dans l'activité régionale.

Le collectif régional se réunit régulièrement à Martigues, siège de l'Union Régionale, pour faire le point sur l'ensemble des

aspects de la vie fédérale, les comptes rendus de négociations de branches, l'organisation de journées d'études sur les questions d'ORGA, CHSCT, salaires, etc., la préparation des actions nationales comme locales.

Chaque syndicat, et notamment les mieux dotés en matière de temps de délégation, de moyens, doit réfléchir d'urgence sur son implication régulière dans le collectif régional PACA, ce qui permet également de renforcer les liens professionnels/interprofessionnels.

JOURNEE D'ETUDES DU 6 FEVRIER 2008 SUR LE SALAIRE SOCIALISE

Cette journée, organisée par le Collectif régional a permis à une quarantaine de militants du pôle de Berre (13) de bénéficier

d'une formation sur le salaire socialisé, dispensée par le cabinet Cidecos. Remettre en débat les questions de paiement du travail, de protection sociale et de répartition des richesses, a permis des échanges riches et fructueux.

MOBILISATIONS DES 22 MAI ET 17 JUIN 2008

La banderole de l'Union Régionale a été le point de ralliement des chimiques lors des manifestations pour défendre l'avenir des retraites, nos salaires...

A chaque syndiqué, chaque militant, de faire que l'Union Régionale soit la meilleure réponse aux salariés et aux syndicats de la Région, qui ont besoin de convergences et d'élargissement de leurs luttes.

Continuité syndicale

La vie de tout être humain se divise en trois grandes périodes

Une période d'apprentissage

Au sens large du terme, apprendre à marcher, parler, apprendre à apprendre, celle de tout l'apport des connaissances.

Une autre qui concerne l'activité professionnelle

Cette période est celle où l'être humain sert à la Société Civile. Son Travail lui donne une valeur utile à la société. Ce mot a été détourné par les libéraux qui considèrent que c'est le marché qui détermine la valeur du travail. Tous les privés d'emploi, les retraités, sont considérés comme une "Non valeur" dans la Société, de même que l'état de pauvreté où, là aussi on ne devient plus qu'un assisté avec tout ce que cela comporte, y compris de respect des individus les uns envers les autres.... Période, aussi, où l'Homme transmet à ses descendants....

La troisième période étant celle où l'Homme

peut vivre à son rythme, récupérer, pour partie, les fruits de son Travail réalisé dans la deuxième période, réaliser ses passions, approfondir ses connaissances dans les domaines qui l'intéressent, transmettre son expérience aux descendants...

Fonction du rapport de forces dans l'histoire, les différentes périodes seront plus ou moins importantes.

Pour le capitaliste, seule compte la deuxième période, là où l'Homme travaille dans "sa société", où celui-ci opère un prélèvement sur les richesses créées par le travail plus communément appelées profit.

Question d'actualité !

Or, toutes les périodes de la vie sont nécessaires. Il est inconcevable, "inhumain", de vouloir couper la vie en morceaux suivant son intérêt, en ce sens, le capitaliste est inhumain.

Pour s'approprier encore plus de richesses produites par les salariés, le patronat pèse de tout son poids sur les gouvernement pour abaisser les coûts qui leur sont imposés (*attaque sur les retraites, la protection sociale, le droit du travail...*).

C'est en ce sens que le gouvernement actuel travaille : c'est la dictature capitaliste.

C'est donc au cours de cette deuxième période, dans l'entreprise que tout va se jouer, à savoir : création, partage des richesses créées,

- Comment ?
- Pour qui ?
- Pourquoi ?
- Pour quels besoins sociaux ?
- Quelles réponses à ces besoins sociaux ?
- Dans quel but ?
- Quelle société souhaitons-nous ?
- Etc.

C'est du devoir des syndicats de créer les conditions du rassemblement actifs retraités.

C'est là, dans l'entreprise, que le rapport de forces se construit, se mesure, se fait jour. L'entreprise est donc bien, et reste, le lieu essentiel de décision sur nos questions syndicales.

La nécessité de la continuité syndicale est donc parfaitement établie.

Le syndicat est ainsi la structure incontournable dans notre organisation syndicale, avec sa section de retraités. Le congrès fédéral de Toulouse (*Mondonville*) en 1998, a d'ailleurs décidé de réunir dans un seul syndicat toutes les structures CGT de l'entreprise (*ouvriers, employés, agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs, cadres, retraités, préretraités, privés d'emploi issus de l'entreprise...*).

Chaque retraité reçoit directement chez lui, par médias interposés, la propagande gouvernementale et patronale plus toutes les publicités des banques pour vendre un système de retraite par capitalisation.

C'est du devoir des syndicats de créer les conditions du rassemblement actifs retraités.

C'est tout au long de son existence que le salarié doit être respecté, que l'on soit actif ou retraité.

Après 9 jours de grève, "ils" ont cédé !

L'usine **ASTRA ZENECA**, 2 unités : chimique et pharmaceutique, située à Dunkerque, qui emploie 630 salarié(e)s (moyenne d'âge 34 ans), s'est arrêtée le 19 mai dernier, 75 % du personnel s'étant mis en grève !

Dans un premier temps, la direction ayant annoncé l'externalisation en Inde pour mai 2009 d'une partie de la production, menaçant 100 à 150 emplois directs, une partie du personnel, aidée par la CFDT, réclamait 40 mois d'indemnité de départ. La CGT pointait les problèmes du pouvoir d'achat et revendiquait une augmentation de 100 € mensuel pour tous.

Après 9 jours de conflit intense, la direction cède :

- + 100 € mensuel sur le salaire de base pour tout le personnel (soit un 13^{ème} mois pour beaucoup),
- un plancher de 4 % supérieur au minimum de la chimie. Cette mesure perdurant dans le temps...
- 30 mois d'indemnité de départ pour les volontaires au départ...



Ce bras de fer victorieux a fait naître d'autres objectifs pour la majorité du personnel...

Tout va être mis en œuvre pour casser les projets de la direction et pour la pérennité du site et de ses emplois.

Trelleborg dans l'action contre la restructuration



Depuis plusieurs années, le groupe suédois Trelleborg délocalise sa production vers des pays à faible coût de main d'œuvre, pour une meilleure rentabilité du capital au détriment des salariés.

Les usines des pays de l'Est ont été financées par celle de Carquefou (44). 1400 salariés dont 350 intérimaires, plus de nombreux sous-traitants

travaillent à ce jour sur le site de Carquefou.

Le 14 mai, un CCE extraordinaire était convoqué pour annoncer un plan de restructuration, appelé par la direction "horizon 2010".

Ce plan prévoit la suppression à terme de 311 CDI ainsi que 140 intérimaires. Dans le même temps, les organisations syndicales ont appelé à une

journée morte, suivie par 80 % des salariés.

Lors de l'assemblée générale des salariés du mercredi 14, la majorité des salariés gréviste ont décidé de rester dans l'action jusqu'à la prochaine assemblée générale du lundi suivant. Chaque salarié était appelé à faire 2 heures de grève par jour, week-end compris, et maintenir les portails fermés.

Suite à cette mobilisation, la direction a cédé : report du projet après les congés, paiement d'un expert dès le livre 4 ainsi que 5 heures de grève.

D'autres actions ont été menées, comme le jour du comité de groupe France où les salariés se sont invités à la réunion pour interpellier la direction sur l'avenir du site.

Les salariés ont suspendu leur action pour l'instant, mais restent mobilisés pour mieux la reprendre le moment venu.

Service Aviation Paris Grève à 100 % chez les avitailleurs d'Orly

Les avitailleurs du Service Aviation Paris de l'aéroport d'Orly ont en charge d'avitailler en carburant les avions, avec pour souci constant, la sécurité des personnes et des installations tout au long de ces opérations délicates. Malgré les exigences de ce métier, les salariés du SAP ont été contraints de se mettre en grève le 3 mai dernier, à l'appel de la CGT, pour que leur direction mette les moyens nécessaires à disposition.

Il est vrai que la direction du SAP préfère avoir recours massif à l'intérim et n'hésite pas à s'attaquer aux militants de la CGT ! Cette politique d'un autre âge, associée à des salaires au "lance-pierre", obligera, si elle est maintenue, à réitérer la lutte des salariés.

La mobilisation a permis des premières avancées significatives, preuve que le rapport de forces est le seul langage que comprennent les employeurs.



Cri de colère des chimistes de Sanofi Aventis

Sanofi Aventis (SA) change, depuis quelques années, de stratégie. Voici donc venu le temps du tout pour l'actionnaire. On pense actionnaire, on mange actionnaire, on manage actionnaire, mais nous travailleurs, nous finirons chômeurs.

L'emploi durement frappé

En un an, 500 emplois ont été supprimés dans le groupe, et deux nouveaux plans de restructuration du 1^{er} groupe pharmaceutique européen, viennent d'être annoncés :

- **L'un, concerne la visite médicale :** 700 à 800 postes seraient supprimés sur 2 500. Pourtant le métier de visiteur médical a de l'avenir s'il est réorienté vers une stricte information thérapeutique de tous les professionnels de santé.

La Cgt a proposé que toutes les organisations syndicales s'engagent dans une mobilisation des salariés

de ces activités pour obtenir l'abandon de ce projet.

- **L'autre concerne la production de principes actifs :** entre les fermetures de sites, comme celui de Décines (- 168), les "restructurations" comme à Neuville-sur-Saône (- 118) et les reconversions drastiques qui tuent l'emploi comme à Vitry-sur-Seine (- 471), Sanofi Aventis peaufine sa réduction des coûts pour augmenter son plan de redistribution actionnariale.

"L'essentiel c'est la santé.... de nos actionnaires."

Car là où dans le passé les dividendes représentaient 25 % des bénéfices, les 2,8 milliards versés en 2007 représentent 40 % du résultat net et l'objectif est 45 % pour 2008.

Cet argent dilapidé par la direction pour contenter l'appétit toujours grandissant des actionnaires (rachat d'actions, aug-

mentation des dividendes) nous prouve que le groupe n'a pas de stratégie visant à développer les activités et conserver les emplois.

La Cgt ne cesse de le rappeler : une entreprise qui se doit d'être à la pointe de la technologie, doit investir dans les outils de recherche et de production.

Sanofi Aventis : entreprise sociale ?

Ces plans visent à brader l'outil ancien ou neuf, à sacrifier des savoir-faire, à casser les solidarités internes, quitte à perdre la motivation du personnel et à fragiliser l'ensemble des activités.

C'est cela aujourd'hui le visage de Sanofi Aventis : une société faussement sociale et éthique, prête à tout pour gagner le plus de fric possible. Une société faussement humaine, dirigée uniquement par et pour l'argent.

LUTTES

Baisse d'activité, blocage des embauches, augmentation au rabais, baisse du statut, sanctions, brimades, stress : ce n'est pas en démotivant ni en licenciant les salariés qu'on construit une vision à long terme, un avenir.

Des usines indispensables !

Les femmes et les hommes qui travaillent dans les huit usines de production produisent des médicaments qui ont fait la preuve de leur efficacité.

Leur activité irrigue le tissu économique et social de toute une ville et parfois de toute une région.

La politique destructrice, qui se met en place au nom du profit de grands actionnaires va-t-elle contribuer à casser ce tissu, à la misère, à la désertification de nos régions ? Non il est temps de réagir.

La Cgt n'accepte pas, résiste, propose, se bat pour maintenir et développer l'emploi sur tous les sites.

Agir pour ne pas subir !

La Cgt, face au plan de restructuration de Vitry visant la disparition de 12 des 13 médicaments produits sur le site, propose des alternatives argumentées.

Les autres organisations syndicales refusent de s'inscrire dans cette bataille indispensable du maintien de l'emploi ne voulant intervenir que sur les conséquences sociales. C'est le rêve de la direction !

Les syndicats Cgt du groupe ont décidé une journée de mobilisations sur les emplois, les salaires et les statuts, le 3 juillet prochain, en rappelant qu'une autre utilisation de l'argent pour développer l'entreprise, les emplois et les salaires, est possible.

Les militants CGT font front à l'assemblée générale des actionnaires du groupe Total le 16 mai 2008 à la Porte Maillot

Aucune ambiguïté sur les convergences d'intérêts entre l'État et le groupe pétrolier Total au regard du dispositif mis en place par le Préfet de Police pour empêcher la CGT de pénétrer dans le Palais des Congrès.

Avec leurs tripes, les 130 militants représentant toutes les entreprises et filiales du Groupe Total sont venus dénoncer l'apartheid social régnant dans le Groupe Total.

Djamila employée d'une station autoroutière gagne 1027 € par mois en 3x8C ; Olivier du Joint Français avec 1198 €/mois ; Robert de l'usine Lubrifiant de Rouen a 1226 €/mois ; les Bostik, les GPN, les Paulstra, les filiales fioul, les raffineurs, les Hutchinson, les Avitailleurs, les producteurs de brut,

et tous les autres, tous ensemble pour revendiquer une autre politique sociale et industrielle.

Mais également s'opposer à cette logique financière tels en témoignent les 6,18 milliards d'euros retournés à l'actionnaire sous forme de dividendes et de rachat d'action.

Diffusion d'un tract aux citoyens et actionnaires, conférences de presse avec prise de parole et débat sur le trottoir, casse-croûte et verre de l'amitié fraternelle, tels ont été les points forts de cette initiative débouchant sur la mise en débat des revendications suivantes :

- Aucun salarié dans le groupe en dessous d'un Smic revendiqué à 1600 €.
- La grille de classification fédérale avec 1600 € au coefficient 130.

- La négociation d'un accord-cadre groupe pour une cessation anticipée d'activité du personnel posté ou pour travaux pénibles allant jusqu'à cinq ans minimum d'anticipation pour un 3x8C.
- Une véritable politique sociale de sécurité de santé au travail.
- Une autre politique industrielle privilégiant la réponse aux besoins et de l'emploi en France et en Europe.
- L'augmentation des budgets pour la recherche et le développement.
- La baisse des carburants à la pompe pour le consommateur par la taxation des revenus pétroliers, la diminution de la TIPP qui a rapporté à l'État 33,17 milliards d'euros en 2006 contre 25 milliards en 2004.



La situation dans les branches

Les assemblées générales de branches se sont tenues, pour certaines, et vont se poursuivre pour les autres.

Faire un point sur les négociations en cours est une étape incontournable et chaque militant doit participer aux débats de ces assemblées de branches.

Dans la plupart de nos 12 conventions collectives, le dialogue des chambres patronales est très homogène pour ce qui concerne l'obtention de droits pour les salariés. Le patronat, quelle que soit la branche, effectue un blocage sur l'ouverture de négociations concernant la pénibilité, l'augmentation des salaires avec une reconnaissance des qualifications, etc. C'est-à-dire, tout ce qui pourrait apporter des avancées pour le monde du travail.

Si nous voyons des négociations s'ouvrir sur l'égalité homme/femme, aucun moyen financier ni aucune obligation ne s'inscrit réellement dans les projets retenus par le patronat et ces projets ne prennent nullement en compte les revendications portées par nos délégations aux tables de négociations.

Par contre, s'agissant de l'augmentation du contingent d'heures supplémentaires, des accords déro-



gatoires à la convention collective et au Code du travail, là, le patronat est particulièrement favorable à la négociation. Toujours plus en réponse aux exigences des actionnaires en faisant pression sur le salariat qui devrait se contenter du partage de la misère.

Nous ne pouvons plus en rester à ce constat ! Les mobilisations que nous connaissons en ce moment dans notre pays démontrent bien une attente forte de réponses sociales par la redistribution des richesses aux salariés.

Chaque syndicat doit travailler à la construction du rapport de forces dans sa branche pour obtenir des négociations et des droits à la hauteur des attentes des salariés.

Comme il en a été décidé par la direction fédérale (CEF), les assemblées générales doivent aussi favoriser le débat concernant la politique industrielle avec la mise en place de collectif de travail dans chacune de nos branches. Nous voyons bien que ce sujet a besoin d'être approfondi avec les militants car sans aucun doute, ils en comprennent la nécessité, mais manquent d'une certaine maîtrise. Mais là aussi, c'est par la réflexion et le travail collectif que nous construirons des alternatives pour une autre politique industrielle répondant aux besoins de toute la collectivité.

Ne laissons plus le grand capital décider de notre avenir et de nos emplois !

AG2R ISICA ET LA MONDIALE

unissent paritarisme et mutualisme pour former

le 1^{er} groupe d'assurance de protection sociale et patrimoniale en France



Dans un contexte où les besoins en financement de la protection sociale sont de plus en plus importants, les Français comptent sur l'expertise et l'engagement des groupes de protection sociale pour qu'ils leur apportent des réponses fiables, de qualité, au meilleur coût.

AG2R ISICA et LA MONDIALE sont deux sociétés de personnes qui ont été créées *par et pour* les assurés. Elles s'unissent aujourd'hui pour construire le premier groupe d'assurance de protection sociale et patrimoniale en France, et offrir aux salariés, retraités, indépendants, dirigeants d'entreprise, et à leurs familles, une gamme complète de produits et services en matière de retraite, épargne, santé, prévoyance, dépendance et de services à la personne tout au long de leur vie. Dans le respect des valeurs paritaires et mutualistes qui fondent leur identité.

Etre jeune et militant : illusion ou réalite ?

Les jeunes dans notre Fédération des Industries Chimiques occupent une place importante dans les responsabilités interprofessionnelles et professionnelles du syndicat, à l'Union Locale, à l'Union Départementale et dans la Fédération.

Quoi de plus normal quand cette catégorie de salariés, souvent marginalisée, représente près de 20 % de nos adhérents, est la cible privilégiée du grand capital et du patronat. (*Tais-toi et travaille !*).

Précarité, diplôme non reconnu, développement de carrière incertain, petits boulots, bas salaires : c'est la réalité de la situation de nombreux jeunes. Réalité mais pas résignation, car les jeunes interpellent et font confiance à la CGT à plus de 51 % : ils sont massivement descendus dans la rue contre le CPE, sont présents dans les manifestations sur les retraites, les écoles...

Ils ne sont pas épargnés par la politique antisociale de Sarkozy et en ce sens, ne croient pas à la sirène qui leur dit qu'il n'y a pas d'autre solution que les mesures prises aujourd'hui pour la relance de la consommation. Car les comptes sont vite faits : sur la retraite, en finissant l'école à 25/26 ans et 42 ans de cotisations, c'est à 68 ans qu'ils pourront y prétendre ! Pourtant, il est possible de financer le système de protection sociale et d'assurer sa pérennité en supprimant les exonérations de cotisations sociales et en taxant les profits. **La CGT revendique que les années d'études soient**

prises en considération dans le calcul du droit à la retraite pour pouvoir bénéficier d'un système intergénérationnel de retraite solidaire.

La lutte : ils y croient ! Gagner c'est possible. L'exemple de mai 68, souvent pris comme référence, est l'illustration d'une certaine efficacité du syndicalisme CGT. Plus de 30 % d'augmentation du SMIC, davantage de congés payés, reconnaissance du syndicat, ont été des avancées significatives pour les jeunes. Ils jugent sur acte, démonstration et efficacité du rapport de forces : Etre écouté, entendu pour améliorer les conditions de travail, se défendre, etc.

Le modèle social français : ils veulent le préserver. Préserver les acquis du CNR (*Conseil National de la Résistance*) que le gouvernement et le Medef veulent remettre en cause. Les jeunes s'imprègnent de l'histoire. Ils n'oublient pas les atrocités de la guerre. Ils seront bien présents pour la commémoration des fusillés de Châteaubriant les 18 et 19 octobre prochain pour le réaffirmer.

Le Collectif Fédéral Jeunes a lancé une enquête sur la pénibilité des jeunes au travail : donne ton avis ! Cette enquête nous permettra de faire évoluer les conditions de travail.

C'est ensemble que nous gagnons sur nos revendications, avec notamment la grille fédérale avec un salaire à 1600 € au coefficient



Jeune : ton avenir t'appartient et toi seul peux faire bouger les choses en participant à toutes les initiatives de la CGT.

130, pour une autre répartition des richesses. Les jeunes de Rhodia, Arkema, Ineos, l'ont bien compris et ils sont nombreux à avoir rejoint le syndicat CGT depuis le début de l'année.

EMBOITONS-LEUR LE PAS !

La CGT de demain sera celle que nous, jeunes et moins jeunes, seront en capacité de construire aujourd'hui.

Rejoins-nous, exprime toi et prend toute ta place au sein de notre organisation.



Prud'hommes

Le 3 décembre 2008, élections prud'homales : un vote pour pousser les revendications !

Les attaques incessantes du patronat, contre ce qu'il qualifie de "judiciarisation", avec le relais du Gouvernement qui s'attaque au Code du Travail et au maillage géographique des Conseils de Prud'hommes, suffisent à montrer l'importance que va représenter ce scrutin du 3 décembre 2008 pour les salariés.

Pour autant, la CGT entend donner à ce scrutin une portée plus large qui dépasse le seul enjeu de conseillers au service du droit du travail. Elle veut en faire une grande journée d'interventions des salariés où ils pourront, par leur bulletin de vote, porter des revendications et affirmer la place du social dans la société. L'ambition est bien de traduire, à cette occasion, des attentes fortes pour la réponse aux

besoins et des exigences en matière de syndicalisme de conquête. Dans la lutte pour la régularisation des sans papiers, pour les salaires, les retraites le 22 mai, les retraites et la déréglementation du temps de travail le 17 juin, la CGT est de toutes les mobilisations, pour faire gagner les revendications.

Ces moments forts sont la traduction du mécontentement, des attentes sociales qui s'affirment dans l'action avec des succès dans les entreprises, notamment sur les salaires.

Plus nous occuperons le terrain revendicatif, mieux nous démontrerons l'utilité du syndicat et mieux nous placerons les élections prud'homales comme un moment d'expression des attentes sociales.

Les élections prud'homales du 3 décembre 2008 seront un moment important du droit d'expression citoyenne. 18 millions de salariés désigneront leurs juges pour faire appliquer et aussi faire progresser le droit du travail. Ils feront entendre leurs revendications et leur attachement à une juridiction du droit du travail menacée notamment par la fermeture de 63 tribunaux de Prud'hommes sur le territoire.

Les attentes sociales, comme le rapport de forces se mesurera au score CGT.

A chacun (e) d'entre nous de gagner le vote CGT !



La hausse des carburants n'est pas une fatalité !

Les prix flambent et les profits des multinationales explosent ; pour les salariés et les citoyens, c'est un recul du niveau de vie et du pouvoir d'achat.

Quant au gouvernement, sa bienveillance envers les riches actionnaires, l'amène à laisser faire, refuser d'agir et à profiter, au passage, pour augmenter les recettes fiscales...

Concernant le pétrole :

Plutôt que de longues démonstrations sur les causes de la flambée des prix du pétrole et des carburants, le tableau ci-dessous nous éclaire sur quelques réalités :

Qu'est-ce qui a changé depuis un an ?

C'est la question qu'on est en droit de se poser, pour déjouer les poncifs que les médias nous assènent sur le pétrole. On nous dit : *il n'y a aura bientôt plus de pétrole*. Certes, un jour, ce sera vrai. Mais qui croira que cela influence en quoi que ce soit le prix du pétrole, fixé par des transactions qui, pour certaines, ont une durée de vie de quelques heures, dans des salles de marchés échangeant au jour le jour ?

La production mondiale a augmenté depuis un an. Comme le rappelait le secrétaire général de l'OPEP le 22 mai, la production journalière excède la demande réelle (= *non spéculative*). Pas de pénurie donc. La "demande chinoise", tant avancée par les médias pour expliquer la flambée, n'est que légèrement plus importante que celle de l'année

	Mai 2007	Mai 2008	Différentiel
Prix du pétrole brut ⁽¹⁾	67,3 \$	135 \$	+ 101 %
Production mondiale (millions de barils par jour) ⁽¹⁾	85,6 \$	87*	+ 1,6 %
Demande chinoise (millions de barils par jour) ⁽¹⁾	7,5 \$	7,9*	+ 5 %
Immatriculations Diesel en Europe (1 ^{er} trimestre) ⁽²⁾	2 074 455 \$	2 079 612 \$	+ 0,2 %
Marges de raffinage (€ par tonne) ⁽³⁾	35 \$	51 \$	+ 46 %
Taxe sur gazole (centimes par litre)	60,1 \$	65,5 \$	+ 9 %

* Estimation ⁽¹⁾ : Source UFIP ⁽²⁾ : Source CCFA ⁽³⁾ : Source Direm

dernière. **On en conclut que la hausse des prix a pour origine quasi-exclusive la spéculation.** Crise des sub-primes oblige, les capitaux précédemment manipulés sur les marchés immobiliers se sont reportés sur l'agro-alimentaire et le pétrole. Cet afflux explique en grande partie la bulle actuelle sur l'or noir.

De la même façon, le nombre de véhicules Diesel en Europe n'a augmenté que de manière symbolique, ne justifiant aucunement que le prix du gazole rattrape celui de l'essence à cause d'une prétendue demande plus forte.

Dans le même temps, les marges de raffinage ont fortement augmenté, tout comme les taxes sur le gazole et sur l'essence. Avec 42,9 millions de tonnes de carburants consommés en France en 2007, les bénéfices des compagnies pétrolières explosent autant que la manne financière pour l'État.

Les taxes

Les produits pétroliers sont soumis à la TIPP (*Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers*) qui est un mon-

tant fixe en euros et qui est perçu sur chaque litre vendu. Sur le prix "carburant + TIPP", est appliquée la TVA, qui augmente avec les prix. On applique donc un impôt (la TVA) sur un autre impôt (*la TIPP*).

Ce que propose la FNIC-CGT :

Dans un premier temps, **remise en place de la TIPP flottante**, mécanisme qui fait baisser la TIPP quand le pétrole augmente. Mais cela ne sera pas suffisant.

Nous proposons que **l'État fixe par décret le prix du carburant sur tout le territoire français comme cela était le cas avant 1982** et comme cela est le cas dans beaucoup de pays. Les niveaux de prix seraient de nouveau l'instrument d'une politique au service des citoyens, et non comme aujourd'hui, le jouet de la cupidité des compagnies privées pétrolières.

Plus largement, la mise sous contrôle citoyen, c'est à dire sous contrôle public, de l'ensemble de la filière pétrole ne doit-elle pas être posée, compte tenu des enjeux ?

Complémentarité naturelle

Et si recherche scientifique et ressources naturelles s'unissaient pour le meilleur et pour l'avenir ?



Pour que le développement d'aujourd'hui ne compromette pas celui de demain, Total a défini ses enjeux de Recherche et Développement autour de 4 axes principaux : la connaissance des ressources fossiles et renouvelables en vue de leur exploitation, la fiabilité et l'efficacité de ses installations, la compétitivité des produits et leur adaptation aux besoins du marché, la maîtrise de l'impact de ses activités sur l'environnement. Aussi en 2008, Total mobilise 1 milliard de dollars en R&D, plus de 4 000 chercheurs travaillant dans 22 centres de recherche dans le monde et compte près de 600 partenariats actifs avec d'autres grands groupes industriels, des universitaires ou des organismes spécifiques de recherche. www.total.com

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Pour vous, notre énergie est inépuisable.



TOTAL